



Organisation des Nations  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

EMPLOI RURAL

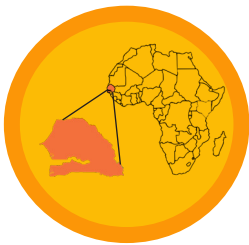
Matériel d'information

## Emploi rural des jeunes et systèmes agroalimentaires au Sénégal

Analyse rapide du contexte



# INTRODUCTION



**Sénégal**



**Les deux tiers des  
jeunes du monde  
vivent dans la  
pauvreté**



**En Afrique  
subsaharienne,  
10 à 12 millions  
de nouveaux  
emplois par an  
sont nécessaires  
jusqu'en 2030 pour  
absorber tous les  
nouveaux arrivants  
sur le marché du  
travail.**

Cette analyse rapide du contexte a été élaborée au stade du démarrage de la troisième phase du programme Approche-pays intégrée (API) pour l'intensification de la création d'emplois décents pour les jeunes dans les systèmes agroalimentaires (2015-2020) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le programme API aide les pays à adopter et à mettre en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement de systèmes agroalimentaires intégrant les jeunes et axés sur l'emploi.

En adéquation avec les priorités nationales et régionales, le programme API propose une approche intégrée structurée en cinq principaux résultats:

1. phase initiale, cartographie et identification des priorités;
2. génération de connaissances pour l'élaboration de politiques sur la base d'éléments concrets;
3. sensibilisation et développement des capacités pour une planification axée sur les jeunes et sur l'emploi;
4. élaboration de politiques et programmes qui mettent l'accent sur les relations entre les activités agroalimentaires et les territoires;
5. renforcement des outils et de la capacité interne de la FAO à promouvoir l'emploi des jeunes et l'égalité entre les sexes dans les systèmes agroalimentaires.

Depuis 2011, le programme API a été mis en œuvre en trois phases successives. Il est actuellement actif au Guatemala, au Kenya, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda (2019-2022), avec le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida).



# Contexte général et défis de l'emploi des jeunes ruraux

**Le Sénégal est l'un des pays les plus stables d'Afrique**, qui depuis 2014 progresse à un rythme moyen de croissance de plus de 6 pour cent, tirée par les investissements publics dans l'agriculture et dans les infrastructures, en particulier l'aménagement des terres irriguées, ainsi que le développement des infrastructures de transports et d'énergie (PNUD, 2017).

**Cependant, malgré les efforts du pays en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités**, l'incidence de la pauvreté est encore estimée à 35,6 pour cent, alors que la pauvreté multidimensionnelle affecte 52 pour cent de la population (PAP, 2019-23). Le chômage, notamment des femmes (22 pour cent) et des jeunes (16 pour cent), la faible employabilité des jeunes liée à l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail (voir Encadré 1), l'accès limité à la sécurité sociale, et les faibles revenus restent des défis importants. L'analyse spatiale du chômage des jeunes fait ressortir des différences importantes entre le Nord-Ouest caractérisé par les taux de chômage les plus élevés, les parties est et ouest

avec des taux moyens et le Sud avec des taux faibles. Ceci fait ressortir que les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les régions où l'activité économique est dominée par le secteur tertiaire tandis qu'ils sont plus faibles dans les zones où l'activité dominante relève du secteur primaire (BIT, 2018). Un autre défi majeur est représenté par les taux très élevés d'informalité, avec près de 70 pour cent de la population active (et 90 pour cent des jeunes) exerçant dans l'informel (BIT, 2018; ICEJA, 2014) et très peu des travailleurs bénéficiant de la protection sociale; l'agriculture et les industries textiles sont les branches d'activité les plus représentées dans l'informel avec des proportions d'unités supérieures à 99 pour cent (BIT, 2018).

**Adresser la question de l'emploi des jeunes est particulièrement urgent compte tenu que le Sénégal est un pays jeune: 20 pour cent de la population se situe dans la tranche d'âge des 15-24 ans et les moins de 24 ans constituent plus de 63 pour cent de la population totale du pays (UN DESA, 2019).**

## Encadré 1 : Compétences des jeunes et demande des employeurs

Plusieurs enquêtes (FIJ 2011; GPYE, 2013) mettent en avant un manque de compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires à l'intégration au sein du secteur agricole. En outre, le développement récent de nouvelles activités agricoles entraîne l'émergence d'une demande nouvelle en termes de compétences telles que les aptitudes en machinerie agricole, en gestion et en transformation des produits agricoles.

L'offre de formation professionnelle est limitée, inégalement répartie entre les régions et souvent pas en adéquation avec les besoins locaux. La majorité des programmes d'enseignement sont très théoriques et n'intègrent pas assez des compétences techniques et pratiques. Seul 3 pour cent de la population active détient un diplôme professionnel ou technique et le nombre de jeunes engagés dans une formation professionnelle liée au secteur primaire ne représente que 1 pour cent de l'effectif total de la formation professionnelle. En outre, moins de 10 pour cent des centres de formations professionnelles sont situés en milieu rural. (Document de Politique Nationale de l'Emploi actualisé en 2017, cité par BIT, 2018). Ainsi, les opportunités de formations dans les secteurs de l'horticulture, de la pêche ou de la transformation des produits agricoles sont extrêmement limitées.



Plus de 100 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail alors que la création d'emplois est considérée croissante, mais encore insuffisante pour absorber la demande (PAP, 2019-23, p.12).

**Le secteur primaire est le plus dynamique de l'économie, avec une croissance estimée à 7,8 pour cent, grâce à l'agriculture et aux activités connexes**, même si le secteur secondaire (y compris l'agroalimentaire) se développe rapidement et devrait passer en tête d'ici quelques années (BAD, 2019). Avec la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE), la production agricole a augmenté et le pays a diversifié ses exportations

horticoles, atteignant en 2017 des niveaux de production agricole satisfaisants dans les filières riz, oignon, arachide et fruits et légumes. **La contribution du secteur agricole au PIB se situe à 15 pour cent (PAP, 2019-2023) et le secteur abrite près de la moitié de la population active ainsi que des jeunes occupés.** La pêche quant à elle constitue le principal secteur de l'économie nationale pourvoyeur de devises étrangères (30 pour cent des recettes totales d'exportation) et d'emplois (environ 600 000 personnes, soit 15 pour cent de la population active). Ces performances économiques et sociales sont dues en grande partie à la dynamique du sous-secteur de la pêche artisanale (80 pour cent de la production nationale).



**Cependant, malgré ces performances, l'agriculture reste un secteur vulnérable et dominé par l'informalité, un faible degré de mécanisation et affectée par les effets du changement climatique.** L'agriculture au Sénégal reste majoritairement pluviale et saisonnière. La majorité des producteurs agricoles sont de petits exploitants qui cultivent la terre selon des régimes fonciers traditionnels. La plupart d'entre eux combinent cultures de rente (arachide, coton) et cultures vivrières de subsistance (mil, sorgho, maïs), et pratiquent l'élevage extensif. L'horticulture se développe dans la zone des Niayes (le long du littoral) et dans les terres irriguées le long du fleuve Sénégal.



**En particulier, des nombreux obstacles se présentent aux jeunes qui veulent s'engager dans le secteur.** Une des difficultés principales est l'accès aux ressources productives (terres, crédit, capital social) (GPYE, 2013 ; FIJ, 2011). En effet, la gestion foncière au Sénégal semble privilégier les acquisitions de terres à grandes échelles (COPAGEN, 2013; IPAR, 2011) excluant de ce fait les jeunes ruraux qui souhaiteraient se lancer dans une activité agricole. Aussi, l'inadéquation entre les compétences et les offres d'emploi, et la faiblesse des systèmes d'information sur le marché du travail sont des problèmes majeurs. **Les jeunes femmes ont encore plus de difficulté à s'intégrer sur le marché du travail.** Cela peut être le fait d'une part de leur faible niveau d'instruction, souvent lié à la charge de travail des filles rurales dans l'espace domestique qui constitue un obstacle à leur éducation. D'autre part, le contrôle des ressources productives

constitue le principal obstacle des jeunes femmes rurales. En effet, l'accès des femmes à la propriété foncière est très limité. De plus, la superficie des terres détenues par les femmes est en moyenne inférieure à celle des hommes. **Finalement, une étude portant sur le travail des jeunes dans le Nord du Sénégal (GPYE, 2013) révèle que les emplois détenus par les jeunes dans le secteur sont souvent saisonniers, sans aucune sécurité et avec des revenus faibles et non fixes. Face aux opportunités d'emploi limitées, à la précarité des emplois offerts et à la fragilité du secteur, les jeunes ruraux préfèrent bien souvent se détourner de l'agriculture.** Dans les zones où la productivité des activités agricoles et non-agricoles est faible, l'exode rural-urbain ou rural-rural constitue l'une des principales stratégies des ménages ruraux et des jeunes pour trouver un emploi et améliorer leurs revenus (ANSD et OIM, 2018).



**En dépit de ces nombreuses contraintes, le développement du système agroalimentaire sénégalais pourrait induire une croissance bien plus riche en emplois, notamment pour la population rurale (43 pour cent de la population) (UNDESA, 2018).** La demande intérieure de produits agricoles est très dynamique, portée par les dépenses publiques et les revenus des ménages, y compris les transferts de fonds des migrants. Le développement de l'agriculture est au cœur du PSE qui priorise l'autosuffisance en riz par la riziculture irriguée et pluviale, la production arachidière dans le cadre d'une approche chaîne de valeur et le développement du maraîchage et de l'horticulture, principalement pour l'export. En particulier, le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2019-2023 du PSE identifie l'agriculture vivrière et d'exportation (en particulier le sous-secteur horticole), parmi les sous-secteurs émergents, alors que la pêche ressort comme un sous-secteur à croissance faible.



## Réponse aux défis

Pour ce qui se réfère aux documents de politique, le **Plan Sénégal Émergent (PSE)**, en tant que référentiel de la politique économique et sociale du Sénégal, et ses Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) quinquennaux, priorisent la création d'emploi pour les jeunes, y compris dans le cadre du développement du secteur agroalimentaire. Le PAP 2019-2023 souligne le défi du capital humain et la capture du dividende démographique et inclue parmi ces impacts la création d'au moins 200 000 emplois par an associée à l'amélioration de la productivité des travailleurs afin de renforcer le caractère inclusif de la dynamique de croissance.

Dans le cadre du premier axe

"Transformation structurelle et croissance", l'objectif stratégique 1 du PAP, "Promouvoir les secteurs de la croissance, de l'exportation et de l'inclusion sociale", donne la priorité au soutien des secteurs ayant des effets positifs attendus plus élevés sur l'emploi et la croissance, notamment le pétrole et les industries extractives, l'agriculture, le secteur de la construction et les transports. Aussi, le **Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN 2018-2022)**, qui est l'instrument principal de financement de la dimension agricole du PSE, accorde une attention particulière à la promotion de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole.

Également, **l'Acte III de la décentralisation** crée un contexte favorable à la création d'emploi pour les jeunes dans le cadre de dynamiques territoriales vertueuses. Sa vision est d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable à l'horizon 2022.

**Cependant, la nouvelle Politique Nationale de l'Emploi est encore en cours d'élaboration<sup>1</sup> et le pays ne dispose pas d'une stratégie dédiée à la création d'emploi décent pour les jeunes.** Ceci est d'ailleurs priorisé dans le cadre du Programme Pays de Promotion du Travail Décent du Sénégal (PPTD) (2018-2022) du Bureau International du Travail (BIT) et ses mandants tripartites (BIT, 2018, p. 53. Réalisation 3, Produit 2:

<sup>1</sup>Selon les conversations eues au mois de juin au Sénégal auprès de la Direction de l'Emploi, l'emploi dans l'agroalimentaire devrait y être priorisé.







©FAO/©FAO / Swiatoslaw Wojtkowiak

Une stratégie nationale d'insertion des jeunes ruraux sensible au genre est élaborée). **La Politique Nationale de Migration du Sénégal (PNMS)** est aussi en cours d'approbation et devrait garantir une gouvernance efficace du phénomène migratoire, y compris à travers l'augmentation de la contribution de la diaspora sénégalaise à l'effort de développement national et le soutien à la réintégration des migrants.

**En termes de gouvernance, depuis Janvier 2014, l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ), sous le Ministère de la Jeunesse,** est chargée de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de

promotion de l'emploi des jeunes, faisant suite à un processus de rationalisation des structures précédentes. Ses axes stratégiques consistent à la mise en place d'un système d'information harmonisé sur le marché du travail, au renforcement de l'employabilité des jeunes, à la promotion de l'auto-emploi, et à la facilitation de l'accès des jeunes au crédit. Néanmoins, le BIT dans le PPTD 2018–2022 en souligne l'absence de viabilité financière, ce qui pourrait mener dans le future prochain à une ultérieure restructuration.

D'autres acteurs institutionnels interviennent également dans le domaine de l'emploi rural, notamment le **Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de**

**l'Artisanat (MEFPA), l'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA),** sous le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), **l'Agence Nationale Aquaculture (ANA),** l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP), l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME), et (indirectement) l'Agence de Promotion des Investissements et Grands Travaux (APIX).

Pour résorber la demande d'emploi, diverses stratégies et programmes phares ont été mises en œuvre par le Gouvernement, ainsi que par les partenaires de développement (voir la liste à la l'Encadré 2).

### Encadré. 2 Principales initiatives en cours axées sur l'emploi des jeunes en milieu rural au Sénégal

- **La nouvelle Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des femmes et des jeunes (DER)** a été créée avec l'objectif de financer plus de 50 000 entrepreneurs par an et de créer 100 000 emplois directs et 200 000 emplois indirects par an. L'intervention de la DER s'adresse aux hommes de 18 à 40 ans et aux femmes sans limite d'âge. Une discrimination positive est également pratiquée à l'endroit des personnes en situation de handicap pour lesquelles un taux d'intérêt de 0 pour cent est appliqué sans aucune limite d'âge. Pour sa première année d'intervention (2018), la DER a défini comme prioritaires les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'artisanat et des transports. La DER dispose de quatre mécanismes de financement: i. le financement de l'entrepreneur pour l'autonomisation économique (jusqu'à 500 000 FCFA, sans apport); ii. le financement de l'entreprise (investissements et/ou fonds de roulement au-delà de 500 000 FCFA); iii. le financement des chaînes de valeurs; et. iv. le financement de l'incubation. Tous les financements sont octroyés au taux maximum de 5 pour cent. Selon le document du PAP 2019–2023, les résultats préliminaires de la première année d'activité (2018) comprennent: près de 300 000 demandes de financement reçues, représentant 361 milliards de FCFA; 4 conventions de partenariats signées avec la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE), la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS), le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) et le Programme d'Appui aux Mutuelles d'Epargne et de Crédit au Sénégal (PAMECAS) pour créer un réseau national de près de 370 points de distribution afin de renforcer l'accessibilité des produits et services financiers aux cibles sur l'ensemble du territoire; 17 milliards de FCFA déjà positionnés sur les comptes bancaires de 15 000 bénéficiaires dont les comptes ont été ouverts par la DER au sein de la BNDE et de la CNCAS; la mise en place d'un dispositif décentralisé impliquant l'ensemble des autorités territoriales à travers la mise en place de 45 guichets afin d'assurer l'équité territoriale; près de 50 start-up financées dans le numérique pour un montant d'un milliard de FCFA. **La DER est l'un des programmes phares du Gouvernement sénégalais et est principalement financée par des ressources nationales.**
- **Le Programme National des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC) (2014-2019)**, sous la responsabilité du Ministère de la Jeunesse, promeut l'emploi et l'esprit d'entreprise dans les zones rurales du Sénégal pour les jeunes (principalement des diplômés des écoles de formation technique et professionnelle) par la mise en œuvre d'agropoles (allant de 1 000 à 5 000 ha) en tant qu'incubateurs de petites entreprises agricoles. Il soutient également des partenariats avec des investisseurs privés désireux de s'engager dans le secteur. Le programme vise à installer 30 000 ha dans 10 agropoles (les Domaines Agricoles Communautaires) réparties dans toutes les régions du Sénégal. Le programme vise à faciliter également la création de 2 000 Groupement d'entrepreneurs agricoles (GEA) et de 2 000 Unités Autonomes d'Exploitation (de 5 à 25 ha chacune), ainsi que la création de 300 000 emplois en 5 ans (120 000 directement sur le DAC et 180 000 en dehors des DAC grâce à la création d'entreprises locales connectées). **Le PRODAC est l'un des programmes phares du Gouvernement sénégalais et est principalement financé par des ressources nationales.** Des rapports d'impact ou même de suivi ne sont pas disponibles.





- **Le Programme d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (PAJER) (2015-2020)** est un programme d'emploi pour les jeunes ruraux, qui soutient les micro et petites entreprises, l'accent étant mis sur celles liées aux chaînes de valeur agricoles, et la réalisation d'infrastructures structurantes (fermes modernes, magasins de stockage, de transformation et de conditionnement) et d'accès aux marchés par le développement de contrats de production avec certains organismes publics comme privés. D'un coût de 25 milliards FCFA, il vise favoriser la création de 20 000 emplois et intervient dans les régions de Louga, Saint Louis, Matam, Tambacounda, Kédougou, Kaffrine et Diourbel. Des rapports d'impact ne sont pas disponibles.
- **Le modèle des fermes familiales (Naatangué) et villageoise (Waar-wi) de l'Agence National d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) qui promeuvent la modernisation maîtrisée des exploitations traditionnelles.** Les fermes familiales intégrées dites Naatangué sont de 1 à 2 ha, alors que les fermes villageoises sont de 5 à 100 ha et sont orientées vers les productions horticoles, animales (ovins et caprins, production laitière et avicole), et les productions halieutiques. Selon l'ANIDA, plus de 200 fermes Naatangués et Waa-wi sont déjà en place et 17 000 emplois ont été créés.
- **D'autres initiatives mise en œuvre par les partenaires de développement comprennent:** le programme Approche-Pays Intégrée (API) de la FAO pour l'intensification de la création d'emplois décents pour les jeunes dans les systèmes agroalimentaires (2015–2020) et le projet de la FAO Promouvoir la gouvernance concertée de la migration au Sénégal pour le développement rural et l'emploi des jeunes (2018–2019); le programme **migration pour le développement** de la Coopération Allemande au Développement (PMD/GIZ) qui vise à appuyer la population locale sénégalaise et les migrants de retour dans leur projet d'insertion (réintégration) socioprofessionnelle (y compris dans le secteur agroalimentaire) à travers le Centre Sénégal-Allemand d'Information pour l'Emploi, la Migration et la Réintégration; les initiatives du Centre technique de coopération Agricole et rurale (CTA) **Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois dans la filière** du riz en Afrique de l'Ouest (PEJERIZ) et **AgriHack Talent** dans le cadre du programme régional ICT4AG qui soutient les start-up de jeunes qui utilisent les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'Agriculture; le **projet d'appui aux filières agricoles (PAFA)** du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) qui réalise des périmètres maraichers à grande échelle au profit des jeunes et appuie l'insertion de entreprises de services portées par les jeunes en amont et en aval des filières agricoles et d'élevage retenues; le **projet du FIDA d'appui au développement de l'agriculture et de l'entrepreneuriat rural (PADAER)** qui vise entre autres la création d'emplois pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes, à travers la promotion et le développement des chaînes de valeurs du riz, maïs, mil, sorgho et les cultures maraichères, ou le projet du FIDA **Agri-Jeunes Tekki Ndawi** d'un financement global de 54 milliards CFA, qui interviendra dans le Bassin arachidier, la zone sylvo pastorale et la Basse et Moyenne Casamance et développera des partenariats avec les programmes existants en se positionnant comme une initiative de transformation rurale ciblant les jeunes ruraux.

Source: Programme documents retrieved from FAO DRE database at <http://www.fao.org/rural-employment/policies/results/en/>.





La plupart des programmes destinés aux jeunes ruraux ou dans le secteur agroalimentaire ciblent les jeunes âgés de 18 à 35 ans et proposent des formations, l'accès à l'information sur le marché du travail et l'appui à l'entrepreneuriat, appuyés par de nombreux fonds de financement (p. ex. Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide (DER), ADEPME, Fonds de garantie des investissements prioritaires). Cependant, on observe une insuffisance de concertation et d'harmonisation des actions, notamment en milieu rural, ainsi que la faible viabilité financière et durabilité des programmes de création d'emplois (ICEJA, 2014, p. 13).

**La participation active des jeunes aux processus de gouvernance et de dialogue social reste limitée au Sénégal**, alors que les organisations actives dans la représentation des intérêts des jeunes ruraux sont peu nombreuses. Des exemples intéressants sont le Collège des Jeunes (créé en 2012) du Conseil National de Concertation et de Coordination des Ruraux (CNCR) et certains nouveaux réseaux locaux de jeunes agri-entrepreneurs.





# Travail de la FAO au Sénégal et leçons apprises

Depuis 2015, la FAO appuie le Sénégal sur les questions d'emploi des jeunes en milieu rural à travers différents projets<sup>2</sup>. Cela a contribué à identifier des leçons apprises et à mettre en place des approches innovateurs.

Un aperçu rapide est fourni ci-dessous:

- A la demande du Ministère de la Jeunesse et en partenariat avec l'ANPEJ et l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), la FAO a soutenu en 2015–2016 l'élaboration du projet de Politique de promotion de l'emploi décent des jeunes en milieu rural<sup>3</sup> et le correspondant processus de dialogue politique inclusif (à travers forum annuel **FORED**). En 2019, la politique reste en attente de validation politique, même si le Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'artisanat (MEFPA) a récemment indiqué la possibilité de l'intégrer comme stratégie dans la future Politique Nationale de l'Emploi. Aussi, la FAO a récemment participé (Mai 2019) aux consultations organisées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le développement d'une *Stratégie (régionale) d'appui l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral halieutique*.
- Un **Guide pour l'intégration de l'emploi rural décent dans la planification locale** a été développée et diffusé auprès des autorités locales en décembre 2017, l'appui de la politique nationale de décentralisation (Loi 3), qui prévoit le transfert de "compétences complètes" dans différents domaines liés à l'emploi aux communautés locales.
- La FAO a soutenu les efforts de l'ANPEJ pour l'amélioration des mécanismes d'information sur le marché du travail en appuyant la création d'un Observatoire national de l'emploi rural (**ONER**)<sup>4</sup>, qui toutefois en 2019 n'est pas encore totalement opérationnel.
- La FAO a accompagné l'ANPEJ dans le développement d'un modèle **Modèle d'Insertion des Jeunes dans l'Agrobusiness (MIJA)**, qui sera mis en œuvre dans une phase pilote (et avec différents degrés d'implication de la FAO) dans 6 plateformes dans les localités de SILANE (Bambeye), MBILOR (Dagana), NDIABDOUN (Saint Louis), LEONA (Louga), DIMBOLI (Kédougou) et SOUTOURE (Vélingara) (Voire Encadré 3). La livraison des différents chantiers a connu un certain retard, principalement dû à la lenteur et complexité des procédures publiques d'achat et recrutement des entreprises pour les travaux d'infrastructure (dont l'ANPEJ était responsable). Ceci a eu des répercussions importantes sur le déroulement de la phase pilote et une stratégie d'accélération s'impose pour sa pleine opérationnalisation en 2019-20. Entre les leçons apprises se trouve le besoin d'un monitoring plus rigoureux et participatif des travaux et du progrès sur les plateformes, ce qui demande entre autres l'établissement d'un comité de pilotage national et de comités locaux pour chaque plateforme.



© FAO/Benedicte Kurzen/NOOR

<sup>2</sup> Liste des principaux projets: Approche-pays intégrée (API) pour l'intensification de la création d'emplois décents pour les jeunes dans les systèmes agroalimentaires (2015-2020); Promouvoir la gouvernance concertée de la migration au Sénégal pour le développement rural et l'emploi des jeunes (2018-2019);

<sup>3</sup> La proposition de politique reposait sur quatre piliers: (Pilier 1) la stimulation de la création économique; (Pilier 2) l'investissement dans l'accumulation du capital humain; (Pilier 3) la participation de la jeunesse en milieu rural à la vie de la société et au processus de prise de décision; et (Pilier 4) la rationalisation de la gouvernance de l'emploi des jeunes. L'objectif final était de créer entre 100,000 et 150,000 emplois par an.

<sup>4</sup> L'ONER, basé à l'ANPEJ, a été créé pour appuyer la surveillance du marché du travail, la collecte et la gestion de données dans le secteur agricole, ainsi que l'accès des jeunes ruraux à l'information sur les marchés des produits agricoles. Un partenariat a été établi avec l'organisation de jeunes Yeasal Agri Hub pour développer l'Observatoire, tandis qu'un centre d'apprentissage et de développement du Kenya (IRES) a fourni un soutien en termes de coopération Sud-Sud, y compris la formation des jeunes développeurs de l'ONER.

### Encadré 3 : Plateformes MIJA

Le Modèle d'Insertion des Jeunes dans l'Agrobusiness (MIJA) vise à consolider, en collaboration avec les acteurs locaux, un modèle inclusif et durable de gestion de la migration et de la problématique de l'emploi des jeunes à travers des mécanismes d'insertion dans l'agriculture et les chaînes de valeur agricoles. Pour ce faire, il met en place des systèmes intégrés de production, logistique et services qui visent à appuyer le renforcement de l'employabilité et des capacités entrepreneuriales des jeunes, en adéquation avec les besoins des régions cibles et en lien avec les mécanismes existant d'insertion des jeunes, y compris les migrants de retour.

Six plateformes MIJA ont été identifiées pour être appuyées dans la mise en œuvre du modèle dans les localités de SILANE (Bambey), MBILOR (Dagana), NDIWDOUN (Saint Louis), LEONA (Louga), DIMBOLI (Kédougou) et SOUTOURE (Vélingara). Les plateformes MIJA sont de petits hub ruraux pour le soutien de proximité aux entreprises agroalimentaires. Elles se proposent de développer les plateformes Jeunes dans les Fermes Agricoles (JFA) de l'ANPEJ (déjà existantes), en formant les jeunes non seulement à la production, mais aussi au marketing et à l'entrepreneuriat. Les MIJA prévoient un certain nombre de jeunes incubés sur plateforme (autour de 90 à 120 jeunes par an), mais apportent également des services de formation et de coaching à d'autres jeunes des zones voisines identifiés comme Initiatives Hors Plateformes (IHP). Les plateformes se concentrent actuellement sur quatre secteurs principaux: l'aquaculture, l'horticulture, la production de bétail / produits laitiers et l'aviculture.

Jusqu'à présent, un paquet de renforcement des capacités sur les compétences agricoles et l'entrepreneuriat rural a été développé et testé en 2017 avec un groupe pilote de jeunes, formant ainsi 60 jeunes entrepreneurs agroalimentaires sur le développement d'un business plan et la manière de renforcer leurs activités et 90 jeunes dans la production agricole, en utilisant l'approche Champs Ecoles Paysans (CEP). La pleine opérationnalisation des 6 plateformes est attendue avant fin 2020.





# Les priorités identifiées pour le travail de la FAO sur l'emploi rural décent des jeunes au Sénégal

Sur la base d'une analyse de la documentation disponible, ainsi que des échanges organisés avec les principales parties prenantes au Sénégal, les priorités suivantes ont été définies:

## Au niveau normatif et des politiques:

- **Accompagner la validation de la Stratégie de promotion de l'emploi décent des jeunes en milieu rural** dans le cadre de la future Politique Nationale de l'Emploi.
- **Continuer de faciliter les opportunités de dialogue national** sur les questions d'emploi rural décent, en mettant l'accent sur l'emploi des jeunes, l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, les normes de santé et sécurité au travail dans le secteur agricole et la prévention du travail des enfants.



## Au niveau des programmes:

- **Appuyer les efforts d'harmonisation, concertation** et suivi par rapport à l'emploi des jeunes en milieu rural, par exemple à travers l'établissement d'un comité de pilotage pour la mise en œuvre de la future stratégie de promotion de l'emploi décent des jeunes en milieu rural.
- **Finaliser la phase pilote des plateformes MIJA** comme incubateurs de proximité et en diffuser les résultats et les leçons apprises afin d'influencer d'autres initiatives similaires au Sénégal.
- **Assurer l'inclusion transversale de la priorité de l'emploi décent pour les jeunes dans le secteur agroalimentaire dans le programme de terrain de la FAO au Sénégal**, en ligne avec le Cadre de Programmation par Pays (CPP) de la FAO au Sénégal.



Au Sénégal, la migration est un phénomène important et croissant. Les migrations internes marquent particulièrement le pays, avec environ 15 pour cent de la population totale (1.9 million sur 13 millions d'habitants) ne vivant plus dans leur région de naissance, notamment les jeunes à la recherche des perspectives en termes d'emplois et de revenus. En outre, on constate des flux de personnes qui partent des zones de production pluviale en direction des zones aménagées ou irriguées, surtout pendant la saison sèche. Les mobilités internes concernent en premier lieu la catégorie des **jeunes**, soit les 15-34 ans (presque 60 pour cent au niveau national), mais aussi les jeunes filles mineures (avant l'âge de 15 ans) qui sont employées comme travailleuses domestiques en ville, notamment dans l'agglomération dakaroise (près de 13 pour cent contre 4 pour cent pour les jeunes garçons) (FAO, CIRAD, 2018).

Le Sénégal se caractérise également par des flux **migratoires internationaux** importants par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, qui concernent 27.5 pour cent des ménages (World Bank 2009, cité par FAO, CIRAD, 2018). Selon le dernier recensement de la population, les migrations sénégalaises au sein du continent africain sont principalement tournées vers la sous-région ouest-africaine (Mauritanie et Gambie puis Côte d'Ivoire, Mali, Niger), suivi par l'Afrique centrale (Congo, Cameroun, Gabon), où les opportunités économiques sont importantes, notamment dans les activités extractives. Les migrants internationaux sénégalais viennent à 51 pour cent de zones urbaines (World Bank, 2009) et leur nombre continue d'augmenter, notamment vers l'Italie et l'Espagne (FAO, CIRAD, 2018).

Les logiques qui sous-tendent la décision de migrer sont complexes et liés à une combinaison de nombreux facteurs propres à l'individu et son environnement. Cependant, de grandes tendances s'observent concernant les motivations premières des migrants - **la recherche ou l'opportunité d'un emploi représentent 70 pour cent des motifs de la migration**. À cela s'ajoute aussi un fort désir de modernité chez les jeunes qui sont en lien avec le monde globalisé au travers d'un accès aux technologies de l'information et de la communication. Les migrations des jeunes s'expliquent aussi par le fait que leur insertion dans le secteur agricole se heurte à des contraintes sociales qui laissent peu ou pas d'accès aux facteurs de production (notamment le foncier). Par exemple, dans une étude réalisée dans le Bassin arachidier, le Delta du fleuve Sénégal et les Niayes, 51 pour cent des jeunes recensés et ayant migré en zone urbaine ne disposaient d'aucune ressource (terre, bétail) dans la localité d'origine. Cette situation est encore plus prégnante chez les jeunes femmes: 76 pour cent d'entre-elles ne disposaient pas de ressources (FAO, CIRAD, 2018, p.16).



Compte tenu de la situation susmentionnée, le Sénégal ambitionne, en partenariat avec les acteurs au développement, d'améliorer la prise en charge de ce phénomène. La Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE) du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) a contribué à la formulation de la **Politique Nationale de Migration du Sénégal (PNMS)**, validée techniquement en avril 2018, en vue d'assurer une gouvernance efficace des questions migratoires et maximiser les bénéfices de la migration pour un développement durable. La PNMS intègre fortement la dimension emploi de jeunes, identifiés comme bénéficiaires principaux, ainsi que les synergies entre migration et développement rural.

Par ailleurs, le Gouvernement a institué plusieurs mécanismes destinés aux migrants de retour tels que le **Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE)**, un fonds d'investissement créé en juin 2008 visant à promouvoir les investissements productifs des sénégalais de l'extérieur, et les **Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS)** des Sénégalais de l'extérieur, chargée de fournir des orientations sur les possibilités d'investissement au Sénégal ainsi que le suivi des actions de réinsertion.



En ce qui concerne les programmes de la FAO, l'Organisation s'est engagée à soutenir activement le gouvernement sénégalais dans le domaine de la connaissance sur les dynamiques migratoires dans les zones rurales, la promotion du développement rural et l'emploi des jeunes et des migrants dans les zones rurales. Notamment, la FAO a contribué à travers les projets suivants:

- **Le projet Promouvoir les investissements productifs pour créer des emplois agricoles et non agricoles décents pour les jeunes ruraux dans les régions du Sénégal enclines à la migration(2016–2019)** a permis de contribuer à l'amélioration de la base de données et de connaissances probantes afin d'exploiter le potentiel de la migration pour le développement rural, notamment en améliorant les connaissances sur les causes de la migration rural et l'impact des envois de fonds sur le développement rural. Aussi, le projet a permis de renforcer les capacités institutionnelles et de dialogue politique des dispositifs institutionnels d'appui aux migrants dont les BAOS, les Help desks mis en place par les Agences régionales de développement (ARD) dans quatre régions du Sénégal , ainsi que les dispositifs des ONGs, des projets et programmes du secteur de la migration , afin d'encourager les investissements productifs dans les zones du Sénégal enclines à la migration;
- **Le projet Promouvoir la gouvernance concertée de la migration au Sénégal pour le développement rural et l'emploi des jeunes (2018–2019)**, en cours de mise en œuvre, vise à atteindre les trois résultats suivants: i) la sensibilisation et le renforcement des capacités des députés, conseillers, Haut Conseillers et élus locaux en vue d'une meilleure prise en compte de la dimension migration dans les instances de décision et un soutien à la politique nationale de migration en lien avec les questions d'emploi des jeunes et de développement rural; ii) la mise en place d'un mécanisme de coordination avec les acteurs de la migration pour la territorialisation des politiques migratoires et le développement d'une stratégie de mise en œuvre de la Politique Nationale de Migration au Sénégal (PNMS); iii) l'appui à la formulation de deux documents d'orientation dans le domaine de la réduction des couts des transferts de fonds et la valorisation des flux financiers des migrants dans les zones rurales. Un cadre de concertation sur les questions migratoires regroupant les acteurs institutionnels, dont les parlementaires issus de la diaspora, a été mis en place et le processus de réalisation du cadre national de concertation des acteurs de la migration est en voie d'être bouclée.
- **Le projet Fournir des alternatives durables à la migration et renforcer son impact positif sur l'emploi des jeunes ruraux par le biais d'une chaîne de valeur durable et du développement de systèmes alimentaires (Avril – Décembre 2019)**, également en cours, vise à renforcer les compétences commerciales et agroalimentaires des jeunes migrants de retour. Le projet prévoit l'intégration des dimensions de la migration dans le programme de formation au niveau des plateformes MIJA, ainsi que l'incubation d'un groupe limité de jeunes migrants de retour.

Sur la base des résultats et leçons apprises, les priorités suivantes ont été identifiés par la FAO:

- Développer les capacités des autorités locales et des partenaires locaux pour intégrer la migration dans la planification du développement au niveau local;
- Améliorer la cohérence des politiques en matière de migration au niveau local au Sénégal et fournir un soutien technique aux migrants potentiels et de retour à travers des dispositifs de coaching et des structures de gouvernance mises en place.





# Bibliographies

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et Organisation International pour les Migrations (OIM).** 2018. *Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal. Quatrième trimestre 2018*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: [http://www.ansd.sn/index.php?option=com\\_rapports&view#](http://www.ansd.sn/index.php?option=com_rapports&view#))
- Banque Mondiale.** 2019. *Sénégal. Vue d'ensemble*. (en ligne). [cité: 30 Novembre 2019] <https://www.banquemondiale.org/fr/country/senegal/overview>
- Banque Africaine de Développement (BAD).** 2019. *Perspectives économiques en Afrique 2019*. Abidjan, Côte d'Ivoire (également disponible sur: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO\\_2019-FR.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR.pdf))
- Bureau International du Travail.** 2018. *Programme Pays de Promotion du Travail Décent (PPTD) du Sénégal*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_mas/---program/documents/genericdocument/wcms\\_674582.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---program/documents/genericdocument/wcms_674582.pdf))
- Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN).** 2013. *Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales : État des lieux. Cas du Sénégal*. (également disponible sur [https://landmatrix.org/media/uploads/terres-copageninadesfonetimgpdrapport\\_senegalpdf.pdf](https://landmatrix.org/media/uploads/terres-copageninadesfonetimgpdrapport_senegalpdf.pdf))
- FAO.** 2019. *Page web de la FAO au Sénégal*. (en ligne). [cité: 30 Novembre 2019] <http://www.fao.org/senegal/la-fao-au-senegal/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/>
- FAO.** 2018. *FAO's Integrated Country Approach (ICA) for promoting decent rural employment*. Rome, Italy. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA2165EN/ca2165en.pdf>)
- Fondation Internationale pour la Jeunesse (FIJ).** 2011. *Youth assessment: the road ahead*. (also available at: <https://www.iyfnet.org/library/youthmap-senegal-youth-assessment-road-ahead>)
- Global Partnership For Youth Employment (GPYE).** 2013. *Emploi des jeunes au Nord du Sénégal: créer des opportunités de travail pour les jeunes*. (également disponible sur: [https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/GPYE\\_Creer\\_des\\_Opportunités\\_pour\\_les\\_jeunes.pdf](https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/GPYE_Creer_des_Opportunités_pour_les_jeunes.pdf))
- Initiative Conjointe pour l'Emploi des Jeunes en Afrique (ICEJA).** 2014. *Diagnostic sur l'emploi des jeunes au Sénégal*. (également disponible sur: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-addis\\_ababa/---sro-dakar/documents/publication/wcms\\_339500.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-addis_ababa/---sro-dakar/documents/publication/wcms_339500.pdf))
- Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).** 2011. *Les acquisitions de terre à grande échelle au Sénégal, description d'un nouveau phénomène*. (également disponible sur: [https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/162\\_etude\\_atge\\_ipar.pdf](https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/162_etude_atge_ipar.pdf))
- Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).** 2015a. *Jeunes ruraux à la recherche de la productivité*. (également disponible sur: [https://ipar.sn/IMG/pdf/ejmao\\_document\\_de\\_travail\\_senegal\\_vf1.pdf](https://ipar.sn/IMG/pdf/ejmao_document_de_travail_senegal_vf1.pdf))
- Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).** 2015b. *Genre et emplois des jeunes ruraux au Sénégal*. (également disponible sur: [https://ipar.sn/IMG/pdf/genre\\_et\\_emploi\\_des\\_jeunes\\_au\\_senegal.pdf](https://ipar.sn/IMG/pdf/genre_et_emploi_des_jeunes_au_senegal.pdf))
- Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPA).** 2015. *Annuaire Statistique de la Formation Professionnelle et Technique*. (également disponible sur: <http://www.statsenegal.sn/publications-statistiques/regionales/func-startdown/55/>)
- Ministère de l'économie et des finances.** 2019. *Plan Sénégal Emergent (PSE) Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2019-2023*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur : [https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2\\_pse.pdf](https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2_pse.pdf))
- PNUD.** 2017. *Rapport d'activités 2017*. (également disponible sur : ([https://www.undp.org/content/dam/senegal/docs/PNUD%20SN\\_Rapport\\_annuel\\_2017.pdf](https://www.undp.org/content/dam/senegal/docs/PNUD%20SN_Rapport_annuel_2017.pdf)))
- United Nations.** Population Division. Department of Economic and Social Affairs (UN DESA). 2018. *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*. (en ligne) [cité: 30 Novembre 2019] <https://population.un.org/wup/>
- United Nations.** Population Division. Department of Economic and Social Affairs (UN DESA). 2019. *World Population Prospects 2019*. (en ligne). [cité: 30 Novembre 2019] <https://population.un.org/wpp/>

## Annexe 1

- FAO, CIRAD.** 2018. *Les migrations rurales dans la dynamique migratoire sénégalaise. La fluidité des mobilités internes en réponse aux contraintes locales*. Rome, Italie. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/I9256FR/i9256fr.pdf>)
- FAO, CIRAD.** 2017. *L'Afrique rurale en mouvement. Dynamiques et facteurs de migrations dans le sud du Sahara*. (également disponible sur: [https://www.cirad.fr/MM/atlas-fao/ATLAS\\_A\\_moving\\_rural\\_Africa\\_FR.pdf](https://www.cirad.fr/MM/atlas-fao/ATLAS_A_moving_rural_Africa_FR.pdf))
- FAO.** 2018a. *Caractéristiques, dynamiques, et moteurs des migrations rurales au Sénégal*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA0277FR/ca0277fr.pdf>)
- FAO.** 2018b. *Caractéristiques et impacts des transferts de fonds et de compétences des migrants*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA0975FR/ca0975fr.pdf>)
- FAO.** 2018c. *Diagnostic des dispositifs d'appui technique aux initiatives des migrants*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA0846FR/ca0846fr.pdf>)
- FAO.** 2018d. *Cartographie des mécanismes de soutien financier aux entreprises et initiatives de migrants et à la valorisation des transferts de fonds*. Dakar, Sénégal. (également disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA0381FR/ca0381fr.pdf>)
- World Bank.** 2009. *Senegal - Migration and Remittances Households Surveys*. (en ligne). [cité: 15 Novembre 2019] (<https://datacatalog.worldbank.org/dataset/senegal-migration-and-remittances-household-survey-2009>)



**More information on the programme available at:**

<http://www.fao.org/rural-employment/work-areas/youth-employment/ica-programme/en/>

**Informations de contact:**

**Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**



[fao.org/rural-employment](http://fao.org/rural-employment)



[decent-work@fao.org](mailto:decent-work@fao.org)

**Photo de couverture:**

© FAO/Oumar Syll

© FAO/ Benedicte Kurzen/NOOR



Some rights reserved. This work is available under a [CC BY-NC-SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/) licence